

# Usine de Blanquefort: la CGT demande l'appui de l'État pour son action en justice contre Ford

02/05/2019 à 14h00



La CGT de Ford-Blanquefort en Gironde va demander "l'aide de l'Etat" pour appuyer son action en justice contre le constructeur qu'elle accuse de vouloir fermer l'usine malgré "l'absence de motif économique". - Georges Gobet-AFP

**La CGT de Ford-Blanquefort en Gironde va demander l'appui de l'État en tant "qu'intervenant volontaire" dans la procédure d'action en justice intentée contre le constructeur. Le syndicat l'accuse de vouloir fermer l'usine malgré "l'absence de motif économique".**

La CGT de l'usine Ford de Blanquefort (Gironde) sollicite le soutien des pouvoirs publics dans son action en justice contre le constructeur qui décidé de fermer le site industriel à l'automne 2019. Philippe Poutou (délégué CGT de Ford-Blanquefort) a été récemment reçu au ministère de l'Économie qui "a pris connaissance de notre assignation et va nous donner réponse cette semaine", a précisé Philippe Brun, avocat du syndicat.

La CGT, qui devrait déposer son assignation vendredi au TGI (tribunal de grande instance) de Bordeaux, avait annoncé son intention d'aller devant les tribunaux. "La réponse que l'on a eue du ministre c'est qu'on avait raison et qu'il allait voir avec ses services juridiques comment, lui, allait intervenir et on attend toujours la réponse", a ajouté le syndicaliste. Le ministère "se charge aussi de nous obtenir un rendez-vous très rapidement avec le président de la République", a-t-il ajouté.

## Fort avait refusé l'offre de reprise de Punch-Powerglide

Le groupe américain, qui avait annoncé en février 2018 son intention de se désengager de Blanquefort, a refusé en début d'année l'offre du seul repreneur en lice, le strasbourgeois Punch-Powerglide. Le ministre de l'Économie Bruno Le Maire s'était pourtant beaucoup impliqué dans ce dossier, mais sans succès.

"Tout le monde est d'accord, les salariés, les syndicats, les collectivités territoriales, et l'État, jusqu'au plus haut niveau, pour dénoncer le rejet de cette offre", a assuré Me Brun. "Emmanuel Macron avait même qualifié ce rejet d'acte lâche, hostile et incompréhensible", a-t-il souligné. En conséquence, la CGT demande "l'appui de l'État en tant qu'intervenant volontaire dans la procédure" qui va être initiée contre Ford, a ajouté l'avocat du syndicat majoritaire, sur le site.

"On tente l'exploit, a expliqué Philippe Poutou. On va utiliser cet outil judiciaire et s'appuyer sur les déclarations du ministre (Bruno Le Maire), sur les déclarations du président (de la République), sur la dénonciation qu'ils ont faite de la politique de Ford, des choix de Ford, pour essayer d'empêcher la fermeture de l'usine et les licenciements".

Implantée à Blanquefort en 1972, l'usine doit fermer le 30 septembre. Toute production aura cessé fin juillet 2019. Le site girondin, qui produit des boîtes de vitesse, a employé jusqu'à 3.600 salariés.